

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

28 novembre 2012

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Modification de l'imposition des couples et de la famille : le moment est mal choisi.....	4
Oui à la modification de l'ordonnance fédérale concernant la banque de données sur le trafic des animaux.....	4
Genève .....	6
Adaptation à la nouvelle constitution de la législation en matière de droits politiques .....	6
L'initiative « Pour une traversée de la rade » partiellement recevable, mais dépassée.....	6
Chantier du CEVA : sécurité renforcée pour les élèves du CO de la Gradelle .....	8
TPG : autorisation d'emprunt pour l'achat de véhicules .....	8
Exonération d'impôt 2013 pour les véhicules peu polluants.....	8
Imposition sur le revenu et sur la fortune : compensation des effets de la progression à froid.....	9
Chiens accompagnant des personnes handicapées : accès aux cafés-restaurants facilité .....	9
Modification de la loi sur l'aéroport international de Genève .....	10
Chambre des architectes et des ingénieurs : élargissement aux anciens magistrats du Pouvoir judiciaire.....	10
Modification formelle de la législation sur les cimetières .....	10
Aide financière à l'Office protestant de consultations conjugales et familiales.....	11
Fonds Barbour : soutien à des projets culturels pour les élèves du réseau d'enseignement prioritaire et du cycle d'orientation .....	11
Aide financière à l'Association pour un service d'ergothérapie ambulatoire.....	12
Règlements des conseils municipaux de Genève et Chêne-Bourg : modifications approuvées .....	12
Agenda des invitations à la presse .....	13

# Genève-Confédération

---

## **Modification de l'imposition des couples et de la famille : le moment est mal choisi**

Répondant à une consultation initiée par le Département fédéral des finances, le Conseil d'Etat a fait part de son rejet des orientations de l'[avant-projet de loi fédérale relative à l'imposition équilibrée des couples et de la famille](#).

Si l'objectif de ce projet – gommer autant que possible les différences d'imposition au préjudice des couples mariés par rapport aux concubins – est louable, le Conseil d'Etat estime le moment malvenu pour mettre en œuvre un projet qui engendrerait une baisse considérable des recettes fiscales : un milliard de francs pour l'impôt fédéral direct, dont 170 millions pour les cantons. Le gouvernement se réfère en particulier à la fin prévisible des statuts fiscaux cantonaux pour les entreprises et aux indispensables mesures de compensation qui devront être définies en concertation avec la Confédération en faveur des cantons qui, comme Genève, verront leurs revenus fiscaux fortement entamés.

Le Conseil d'Etat considère d'autre part que la solution préconisée par l'avant-projet de loi fédérale est extrêmement complexe et qu'elle poserait, en l'état, des problèmes considérables aux administrations fiscales en charge de son application ainsi qu'aux contribuables, qui peineraient à comprendre les principes de calcul.

Le gouvernement genevois relève à ce titre qu'une majorité des cantons ont choisi de traiter l'inégalité entre couples mariés et concubins par le système du « splitting » partiel ou intégral (comme à Genève). De tels dispositifs semblent faire leurs preuves et rencontrent l'adhésion des contribuables en raison de leur simplicité et de leur clarté.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 15.*

---

## **Oui à la modification de l'ordonnance fédérale concernant la banque de données sur le trafic des animaux**

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation du Département fédéral de l'économie relative au [projet de modification de l'ordonnance concernant la banque de données sur le trafic des animaux](#) (ordonnance sur la BDTA).

Le gouvernement genevois accueille favorablement la modification proposée, qui vise à assurer la traçabilité des animaux et la prévention des épizooties en permettant à toute personne de consulter, gratuitement et sans restriction, l'historique d'un animal et son statut concernant la diarrhée virale bovine (BVD).

Ces vérifications préalables à toute acquisition sont particulièrement importantes pour les acheteurs potentiels, qui doivent pouvoir s'assurer, d'une part, de ne pas infecter leur exploitation et, d'autre part, de toucher la contribution à l'élimination lors de l'abattage.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Föllmi, vétérinaire cantonal, DARES, ☎ 022 388 71 67.*

---

## **Adaptation à la nouvelle constitution de la législation en matière de droits politiques**

L'essentiel des règles de la [nouvelle constitution de la République et canton de Genève](#) entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013. Après la promulgation du texte constitutionnel (voir [point de presse du 14 novembre 2012](#)), le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil deux projets de loi visant à adapter à la nouvelle constitution la législation en matière de droits politiques.

Dans un premier projet de loi, le Conseil d'Etat propose de modifier la [loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982 \(LEDP\)](#), la [loi portant règlement du Grand Conseil, du 13 septembre 1985 \(LRGC\)](#) et la [loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 \(LAC\)](#). En plus d'adaptations formelles et de renvois, il s'agit de modifications relatives :

- aux initiatives et aux référendums (nombre de signatures, délais de dépôt, examen de la validité d'une initiative) ;
- au calendrier des élections (simultanéité des élections du Grand Conseil et du premier tour du Conseil d'Etat d'une part, des conseils municipaux et du premier tour des exécutifs communaux d'autre part) ;
- aux bulletins blancs,
- à la vacance en cours de mandat et à l'entrée en fonction.

Dans un deuxième projet de loi, le Conseil d'Etat propose d'abroger la [loi sur l'incompatibilité des conseillers d'Etat, du 12 janvier 1963 \(LICE\)](#), qui est un texte obsolète.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## **L'initiative « Pour une traversée de la rade » partiellement recevable, mais dépassée**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport invitant ce dernier à déclarer partiellement recevable l'[initiative populaire cantonale 152 « Pour une traversée de la rade »](#) et, pour la partie recevable, à la rejeter sans lui opposer de contreprojet. L'existence même d'une politique de mobilité à l'échelle de l'agglomération, formalisée aux horizons 2020 et 2030 et préconisant une traversée du lac entre le Vengeron et la Pointe-de-la-Bise, constitue en effet indirectement un contreprojet.

L'IN 152 propose d'inscrire dans la constitution de la République et canton de Genève la réalisation, à l'horizon 2020 :

- d'une traversée sous-lacustre en 2x2 voies de l'avenue de France au Port-Noir ;

- d'un tunnel de liaison à 2x1 voies entre le Port-Noir et la route de Malagnou ;
- de mesures d'accompagnement, retenues par un groupe de travail en 2004, sur les quais, le pont du Mont-Blanc et le centre-ville.

S'agissant de la recevabilité, le Conseil d'Etat constate tout d'abord que l'initiative respecte l'unité de la matière et de la forme. L'unité du genre, en revanche, n'est pas respectée, car l'IN 152 n'est pas une initiative normative créant des règles générales et abstraites, mais une initiative administrative prévoyant simultanément des mesures générales d'aménagement et des mesures précises de construction. L'exécutabilité de l'IN 152 est problématique, car le délai de réalisation de six ans n'est pas réaliste. Par conséquent, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'invalider partiellement l'initiative en déclarant nuls les éléments trop précis de l'IN 152. S'agissant enfin de la conformité au droit supérieur, l'IN 152 doit pouvoir respecter les règles générales de planification et de protection de l'environnement imposées par le droit fédéral.

Sur le fond, compte tenu des évolutions des croissances estimées des déplacements ces dernières années – formalisées notamment à travers le [projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#) signé en juin 2012 –, ce projet de traversée de la rade issu des réflexions de 2004 ne correspond plus aux enjeux de développement de l'agglomération. Dès lors, il n'est pas cohérent avec les politiques de mobilité développées au niveau du canton et de la région franco-valdo-genevoise.

Dans l'intervalle, de nouveaux projets qui n'avaient pas été pris en compte dans les analyses réalisées en 2004 se sont en effet matérialisés. Il s'agit notamment de la [liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse \(CEVA\)](#), des nouvelles lignes de tramway (Grand-Saconnex, prolongement du tram de Meyrin-Bernex, tram de Saint-Julien, tram d'Annemasse, axe de Frontenex) et des projets routiers (route des Nations, barreau nord de Bernex, création de la jonction « Vernier-Canada », complément de la jonction de Lancy sud et liaison Genève sud, barreau de Mon-Idée – Communaux d'Ambilly (MICA)).

Ainsi, à l'horizon 2020, qui est celui de la réalisation de la « traversée de la rade » proposée dans l'IN 152, la prise en charge d'une partie des déplacements routiers par les transports publics, et notamment le CEVA, permettra de dégager de la capacité sur les différents axes routiers et d'agir sur le réseau du centre-ville et la moyenne ceinture en réduisant de près de 25% le trafic circulant sur les ponts du centre. Dans les faits, il s'agira surtout d'un phénomène de « basculement » entre la moyenne ceinture et l'autoroute d'une part, et les ponts du centre-ville et la moyenne ceinture d'autre part, reportant dans le même temps le transit empruntant actuellement les voiries du centre-ville. Dès lors, un nouveau franchissement entre les deux rives apparaît comme incohérent avec cette logique.

Le Conseil d'Etat avait déjà écarté le projet de la traversée de la rade en juin 2007, au titre qu'il n'était pas en cohérence avec la vision de développement global de la région. Depuis lors, cette position a été confirmée par la Confédération dans le cadre de l'étude d'opportunité visant à résoudre durablement les goulets d'étranglement sur l'autoroute et par l'équipe du Grand Genève dans le projet d'agglomération.

L'analyse de ce projet montre donc qu'il se trouve en décalage complet avec les politiques publiques développées ces dix dernières années. Sur le thème de la mobilité, venir ajouter une traversée routière au niveau du centre-ville à moyen terme est inutile et en contradiction avec la volonté de développer la multi-modalité à l'échelle régionale. Par ailleurs, les analyses menées dans le cadre de l'actualisation de l'étude technique montrent que le projet reviendrait à perturber le fonctionnement du réseau de voirie actuel et des transports publics, particulièrement à l'émergence des tunnels, et ferait preuve d'une efficacité toute relative du fait des difficultés d'exploitation du trafic dans les tunnels.

Enfin, au vu des capacités d'investissement resserrées de l'Etat, il est important que les projets à réaliser dans les dix prochaines années – et au-delà – apportent une réelle efficacité et cohérence avec la stratégie de mobilité. C'est pourquoi le Conseil d'Etat entend s'engager pour la mise en œuvre de la politique de mobilité aux horizons 2020 et 2030, telle que portée par le canton et ses partenaires.

*Pour toute information complémentaire :*

- sur la recevabilité : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00 ;

- sur la prise en considération : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

---

## **Chantier du CEVA : sécurité renforcée pour les élèves du CO de la Gradelle**

En réponse à un courrier de l'association des parents d'élèves du cycle d'orientation (CO) de la Gradelle concernant la sécurité du cheminement des élèves dans le cadre du chantier de la [liaison ferroviaire Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse \(CEVA\)](#) et de la rénovation de l'établissement médico-social du Prieuré, le Conseil d'Etat annonce la mise en place de différentes mesures pour garantir la sécurité des personnes fréquentant le CO.

Depuis le 19 novembre 2012, un nouveau cheminement piétonnier est disponible pour les personnes qui empruntaient auparavant le chemin longeant la voie ferrée, entre le chemin de Grange-Canal et le chemin du Pré-du-Couvent. Deux bandes cyclables ont été créées et une barrière de sécurité a été installée au chemin du Pré-du-Couvent. Par ailleurs, un agent de sécurité guide, dès à présent, les camions du chantier voisin de l'EMS du Prieuré, aux heures d'entrée et de sortie des classes du CO. Concernant les issues de secours du cycle d'orientation, le gouvernement assure qu'aucune d'entre elles n'est bloquée par le chantier du CEVA.

Le Conseil d'Etat confirme que la direction du projet CEVA s'efforce de proposer des solutions en adéquation avec les divers partenaires et riverains du chantier.

*Pour toute information complémentaire : M. René Leutwyler, ingénieur cantonal, DIME, ☎ 022 546 63 00.*

---

## **TPG : autorisation d'emprunt pour l'achat de véhicules**

Le Conseil d'Etat a pris un arrêté autorisant les Transports publics genevois (TPG) à emprunter la somme de 70 millions de francs destinée à financer, d'une part, la poursuite de la livraison de trente-deux tramways entre fin 2012 et 2014 et, d'autre part, l'acquisition de trente-trois trolleybus.

Par ailleurs, cette décision prévoit un cautionnement simple d'un montant équivalent pour garantir les obligations des TPG dans le cadre du financement de ces achats.

Cet arrêté, qui fait suite à quatre autres autorisations d'emprunt accordées par le Conseil d'Etat (voir points de presse des [31 mars 2010](#), [23 mars 2011](#), [27 juillet 2011](#) et [9 novembre 2011](#)), a été pris conformément aux articles 5 à 9 de la [loi relative à la ratification du contrat de prestations 2011-2014 entre l'Etat de Genève et l'entreprise des Transports publics genevois \(TPG\)](#), votée le 10 décembre 2010 par le Grand Conseil.

*Pour toute information complémentaire : M. Cyril Arnold, économiste, service des finances, DIME, ☎ 022 327 90 41.*

---

## **Exonération d'impôt 2013 pour les véhicules peu polluants**

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté relatif à l'exonération de l'impôt sur les véhicules à moteur de faible consommation et peu polluants pour l'année 2013.

Le système bonus/malus ne s'appliquant qu'aux voitures de tourisme, le Conseil d'Etat estime judicieux de garder des mesures incitatives pour les voitures de livraison, les véhicules électriques et les tracteurs agricoles les plus favorables à l'environnement. Cette incitation consiste à accorder une exonération d'impôt complète l'année de leur première mise en circulation et les deux années suivantes.



Les critères d'exonération pour les véhicules neufs immatriculés en 2013 sont les suivants :

- voitures de livraison : émissions de CO<sub>2</sub> ≤ 160 g/km.
- tracteurs agricoles : être équipés d'un filtre à particules.
- véhicules électriques : être au bénéfice d'un contrat avec les SIG de la gamme « Vitale », « Découverte » ou analogue.

*Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur des finances de l'office cantonal des automobiles et de la navigation, DS, ☎ 022 388 30 02.*

---

### **Imposition sur le revenu et sur la fortune : compensation des effets de la progression à froid**

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement relatif à la compensation des effets de la progression à froid (RCEPF). Le règlement détermine l'adaptation quadriennale au renchérissement des montants légaux en matière d'impôts sur le revenu et la fortune pour l'année fiscale 2013. Cette adaptation intervient pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la [loi sur l'imposition des personnes physiques du 28 septembre 2009](#). Le règlement introduit en outre l'indexation annuelle des barèmes d'imposition sur le revenu et sur la fortune.

S'agissant de l'adaptation quadriennale au renchérissement des montants légaux, la valeur de l'indice pour l'année fiscale 2013 (103,7) révèle une variation de +0,78% par rapport à l'indice de référence qui est celui de l'année 2009 (102,9). La valeur de l'indice pour l'année fiscale 2013 est identique à celle de l'année fiscale 2011 (103,7) et inférieure de 0,48% par rapport à 2012 (104,2). Les barèmes d'impôts sur le revenu et sur la fortune indexés pour 2013 sont identiques aux barèmes 2011.

L'adaptation des montants légaux et l'indexation des barèmes ont été pris en compte pour évaluer les recettes fiscales dans le cadre de la procédure budgétaire pour 2013.

*Pour toute information complémentaire : Mme Claire Vogt Moor, conseillère fiscale, administration fiscale cantonale, DF, ☎ 022 327 76 45.*

---

### **Chiens accompagnant des personnes handicapées : accès aux cafés-restaurants facilité**

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur les chiens afin de lever l'ambiguïté concernant l'accès aux cafés-restaurants des chiens-guides et de ceux accompagnant une personne handicapée.

Dans la pratique, une méconnaissance des dispositions fédérales et les termes généraux trop larges du droit cantonal ont parfois conduit certains restaurateurs à refuser l'accès à leur établissement à des chiens-guides. Cette modification réglementaire permettra aux restaurateurs d'avoir une meilleure lisibilité des règles en vigueur et de remédier à des situations certes isolées, mais regrettables.

Dorénavant, les chiens-guides et ceux accompagnant les personnes handicapées devraient être admis sans problème dans les cafés-restaurants du canton.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.*

---

## Modification de la loi sur l'aéroport international de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi visant à adapter la législation relative à l'aéroport international de Genève au nouveau cadre législatif découlant de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juin 2012, de l'[ordonnance sur les redevances aéroportuaires](#).

Selon les termes de cette ordonnance fédérale, il appartient désormais à l'exploitant de l'aéroport d'établir les tarifs des redevances par voie de négociation avec les compagnies aériennes ([art. 20](#), al. 1, lettre a de l'ordonnance). Dès lors, la présence de deux représentants des compagnies aériennes au sein du conseil d'administration de l'aéroport ne peut plus se justifier, tant vis-à-vis de la détermination de la politique tarifaire par l'institution que par équité à l'égard des autres compagnies ne siégeant pas au conseil. Les aéroports de Bâle et de Zurich n'ont du reste pas non plus de représentants des compagnies aériennes au sein de leurs conseils d'administration respectifs.

Par ailleurs, d'autres modifications comme l'introduction de dispositions relatives au secret de fonction, à l'exhortation ou à la date butoir des mandats se sont avérées nécessaires, l'actuelle loi étant dépourvue de mentions relatives à ces habituelles indications.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laurence Dick Aune, secrétaire générale adjointe, DSE,  
☎ 022 546 54 06.*

---

## Chambre des architectes et des ingénieurs : élargissement aux anciens magistrats du Pouvoir judiciaire

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur l'exercice des professions d'architecte et d'ingénieur](#).

Selon la loi actuelle, la Chambre des architectes et des ingénieurs comprend, parmi ses membres, un magistrat du Pouvoir judiciaire, investi de la fonction de président, qui apporte un savoir juridique nécessaire à l'exercice des prérogatives de cette entité.

Afin d'élargir le bassin de recrutement, le projet de loi prévoit la possibilité de désigner un ancien magistrat du Pouvoir judiciaire, offrant ainsi une alternative à la désignation d'un magistrat en fonction.

*Pour toute information complémentaire : Mme Gisèle Matthey, secrétaire générale adjointe, DU,  
☎ 022 327 94 04.*

---

## Modification formelle de la législation sur les cimetières

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant la [loi sur les cimetières](#). Cette révision, essentiellement formelle, a pour but :

- d'adapter la législation genevoise à la terminologie utilisée par l'[ordonnance fédérale sur l'état civil, du 28 avril 2004](#) ;
- de tenir compte du changement de dénomination de l'Institut universitaire de médecine légale, devenu Centre universitaire romand de médecine légale ;

- d'insérer dans la loi certaines dispositions réglementaires dépourvues de base légale ;
- de profiter de l'occasion pour rajouter des titres aux différents articles de la loi sur les cimetières, afin d'en améliorer la lisibilité.

Ces changements rendent nécessaires la modification de plusieurs articles de la loi sur les cimetières, l'abrogation d'une disposition de la [loi sur l'état civil](#), ainsi que la modification de deux dispositions de la [loi sur la santé](#).

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

### Aide financière à l'Office protestant de consultations conjugales et familiales



Le Conseil d'Etat a accordé un montant annuel de 185'000 francs pour les années 2013 à 2016 à l'[Office protestant de consultations conjugales et familiales \(OPCCF\)](#). Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public C 02](#) « Soutien à la famille ».

L'OPCCF œuvre à l'accompagnement de couples en difficulté.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

### Fonds Barbour : soutien à des projets culturels pour les élèves du réseau d'enseignement prioritaire et du cycle d'orientation

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté confirmant le droit d'utilisation d'un montant complémentaire de 56'000 francs en 2012 par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Cette somme vient compléter le montant annuel de 100'000 francs attribué par la [Fondation Hélène et Victor Barbour](#). Ce fonds, créé en 2008 grâce à la générosité de la fondation, permet de soutenir des projets culturels développés pour des élèves des classes du réseau d'enseignement prioritaire (REP) et du cycle d'orientation (CO).

Durant l'année civile 2012, près de 10'000 élèves ont pu bénéficier des prestations culturelles acquises grâce à ce fonds.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

---

## Aide financière à l'Association pour un service d'ergothérapie ambulatoire



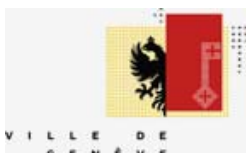
Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder à l'[Association pour un service d'ergothérapie ambulatoire \(SEA\)](#) une aide financière d'un montant de 30'000 francs pour l'année 2012.

Ce soutien est destiné à l'accompagnement de personnes fragilisées psychiquement dans les activités de la vie quotidienne (hygiène, repas, ménage, transports, etc.) et de loisirs (activités créatives, sportives, etc.).

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, service de la planification et du réseau de soins, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 18 70.*

---

## Règlements des conseils municipaux de Genève et Chêne-Bourg : modifications approuvées



Le Conseil d'Etat a approuvé la modification de l'article 67 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève, effectué par ce dernier lors de sa séance du 9 octobre 2012.

La modification de l'article 67 a pour objet la durée des interventions du Conseil administratif et des groupes sur des motions d'ordonnancement. Dorénavant, seule une personne du groupe ayant fait la demande et le Conseil administratif pourront s'exprimer une minute au plus sur une motion d'ordonnancement.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a validé la modification des articles 30 et 31 du règlement du Conseil municipal de la commune de Chêne-Bourg, approuvée par une délibération du 9 octobre 2012. Ces modifications fixent le délai de dépôt des projets de résolution et de motion au bureau du Conseil municipal, en principe dix jours avant la séance du conseil municipal concernée.



Cette nouvelle procédure permet d'éviter que des conseillers municipaux ne découvrent qu'en séance le contenu de ces projets et donne aux différents groupes la possibilité de les étudier au préalable.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
30 novembre 11h00	L'observatoire des violences domestiques présente son premier bilan	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Laurent Forestier (DS) ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67 Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
3 décembre 11h00	Grand Genève/Comité régional franco-genevois : signature du protocole d'accord transfrontalier pour la gestion de la ressource en eau	Stade de la Paguette 66, ch. du Loup Saint-Julien-en-Genevois	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
18 décembre 14h00	Dernier recueil de recettes du programme « Cuisinez malin »	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14